

XXXIV^e colloque Edmond Michelet
L'engagement et le citoyen
25 et 26 novembre 2010

L'engagement politique : l'exemple socialiste, par Alain Bergounioux

Tristan Lecoq nous a présenté un exemple de parcours individuel engagé. Alain Bergounioux propose, lui, un portrait de groupe. Sa présentation a pour but de montrer rapidement de quelle manière l'engagement militant socialiste a profondément évolué au cours du XX^e siècle.

Il rappelle que les Partis socialistes français se sont constitués à partir de 1879 jusqu'en 1905 et qu'ils ont façonné ce qu'on appelle l'engagement politique. Ces militants se dévouent à l'époque à une perspective d'émancipation collective et au parti. Ils se reconnaissent dans des symboles et des dates importantes. Il faudrait d'ailleurs parler plutôt *des* militantismes tant les situations sont variées. Certains y consacrent une grande partie de leur semaine, tandis que d'autres ne forment qu'une couronne de sympathisants. Ces premiers engagements politiques, à géométrie variable bien sûr, ont donné le ton pour les autres : PC, partis fascistes, de centre et de droite qui ont voulu aussi se présenter comme des partis militants.

Ce modèle politique est remis en cause aujourd'hui. L'engagement politique s'est diversifié et ne bénéficie plus du prestige qui était le sien dans les années 60 par exemple. Cela s'explique en partie par l'individualisation de nos sociétés, mais ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'engagement politique dans nos sociétés. Celui-ci a évolué, et on assiste à un autre phénomène : la professionnalisation de l'engagement.

Alain Bergounioux rappelle aussi que la notion d'engagement politique est complexe. L'héroïsme moral évoqué lors des portraits de Gustave Monod ou d'Edmond Michelet, visible en temps de crise, n'est pas le lot dans la vie quotidienne.

A la veille de 1914, la jeune SFIO compte 90 000 adhérents sur 42 millions d'habitants. C'est un chiffre faible, le phénomène est très minoritaire. Les noyaux militants se sont structurés autour des municipalités. Ces militants mènent surtout des actions de propagande, ont pour rôle d'aider à la création de syndicats, de soutenir des grèves, et de s'engager dans la lutte électorale. 10% des membres sont déjà des élus à l'époque.

En ce qui concerne son origine sociale, la SFIO est un parti populaire, mais d'emblée sont présents des représentants de professions libérales et les enseignants. En 1914 à la Chambre, 18 députés sont ouvriers, 39 viennent de professions libérales, 12 sont enseignants. Parmi les grands leaders de l'époque d'ailleurs, Jean Jaurès est professeur des universités, Jules Guesde journaliste et Edouard Vaillant ingénieur. Comme l'écrit Madeleine Rebérioux, « le socialisme avant 14, est avant tout un parti de citoyens »

A partir de 1920, les équilibres vont être modifiés car le PC va accaparer la dynamique militante ouvrière. On observe un déplacement géographique de ses membres vers le Sud Ouest et le Massif central. C'est le syndicalisme enseignant qui va composer la réalité militante. En 1939, sur les 4000 sections socialistes de la France entière, 2500 ont à leur tête un instituteur. Ce phénomène s'accroît à la Libération. Les salariés moyens, notamment la fonction publique forment la majorité des adhérents. On observe une baisse de la représentation des autres branches.

Dans les années 50, le parti socialiste se coupe d'une partie de la jeunesse française en grande partie à cause de la guerre d'Algérie. Le vieillissement du parti s'accroît alors. La création du PSU en 1960 n'enraye pas le phénomène. Il a permis malgré tout la rencontre entre deux types de militants, laïcs et catholiques et permet une conciliation qui était avant

impossible.

Une période plus faste s'ouvre dans les années 1970. La création du PS au congrès d'Épinay en 1971 va permettre enfin un renouveau militant. Les adhérents ne sont alors que 70 000 mais en 1981, année de l'élection de François Mitterrand, ils sont devenus 200 000. Ces années de rajeunissement sont aussi celles d'un lien renoué avec les syndicats et les militants associatifs. Ce sont aussi celles qui voient apparaître une lente féminisation du parti. Cette féminisation n'amène cependant pas de changement sociologique. Les adhérents sont en majorité des cadres de la fonction publique, des enseignants, des employés. Le PS est devenu un parti de salariés, de classes moyennes protégées. On y trouve peu d'ouvriers et d'artisans.

Deux enquêtes, l'une menée à la fin des années 1980 et l'autre à la fin des années 1990 permettent de cerner les motivations qui poussent à cet engagement politique des adhérents. Trois motivations principales émergent des réponses données :

- Les militants veulent participer à la transformation de la société.
- Leur engagement est ressenti comme un moyen d'opposition à la droite et l'extrême droite.
- Ils expriment la volonté d'être proche des gens, de s'occuper d'eux.

Moins facile à exprimer, une autre motivation est avouée par 10% des militants : conquérir des mandats électifs. Elle s'inscrit dans une volonté et un phénomène de professionnalisation de l'engagement politique. Alors que les militants des années 70 étaient des polymilitants, agissant autant dans le cadre d'associations que dans celle des syndicats, les années 80 et 90 évoluent vers un monomilitantisme. Aujourd'hui le PS compte 170 000 adhérents, dont un petit tiers détient un mandat électif, ce qui est énorme. Le militantisme est maintenant structuré par les élus.

Cette situation mérite réflexion : pourquoi cette faiblesse relative et quantitative du nombre de militants ? Cette évolution, décrite ici pour le PS, pourrait être observée dans les autres partis.

Cette limitation de l'engagement s'explique par divers phénomènes :

- Les difficultés de la vie quotidienne, notamment pour les femmes, qui doivent concilier vie professionnelle et familiale. Ce n'est pas anodin, les réunions sont le soir...
- Les classes moyennes, et surtout les enseignants, sont fortement représentés. Quand on a un capital scolaire faible prendre la parole est difficile. Cette fracture scolaire exclue toute une catégorie d'adhérents potentiels de l'engagement politique.
- La jeune génération prend ses distances et exprime une méfiance vis-à-vis des partis traditionnels, qui apparaissent moins sympathiques que les associations. Les grands partis de gouvernement déçoivent, surtout lorsqu'ils exercent le pouvoir.
- La fermeture des écoles normales d'instituteurs, l'embourgeoisement du recrutement des professeurs et le déclin des mouvements d'action catholiques ont tari des sources importantes de recrutement.

On peut aussi expliquer ce phénomène en se positionnant du côté de l'offre et donc de l'évolution même de la forme des partis politiques. Leur forme n'est pas celle du début du XX^e. Avant, le militant était porteur d'information, il pouvait éduquer. Le poids grandissant des médias lui a en grande partie retiré cette fonction. (A. Bergounioux fait ici un parallèle avec la place de l'enseignant dans la société, qui lui non plus n'a plus le privilège du savoir) Les médias et le poids de la communication politique ont permis une personnalisation du pouvoir qui fait que la vie politique se résume souvent à quelques grandes figures très médiatiques. Parallèlement on observe une montée du rôle des experts. On est passé à une démocratie du public. La décision du PS d'organiser des primaires pour désigner le candidat aux élections présidentielles montre qu'on est passé à une logique de la représentation qui l'emporte sur la logique militante. Le rôle des sondages y est majeur. Des efforts sont faits

pour contrer le phénomène : imposer davantage de femmes, donner plus d'influence aux militants de base. Mais malgré ces efforts on est dans une sorte d'entre-deux complexe.

La politique s'inscrivant de plus en plus dans un temps court, la question qui se pose est de savoir si le sentiment d'appartenir à une histoire de longue durée va persister. C'est pourtant une condition essentielle pour avoir une identité politique forte, car si on est seulement ballotté dans le présent, c'est un problème majeur. Léon Blum disait à de Gaulle, « Il n'y a pas de démocratie sans parti politique vivant. »

Questions :

Un lycéen pose la question du poids des médias en se demandant s'ils n'ont pas un rôle néfaste en conditionnant le vote des citoyens.

Alain Bergounioux répond à cela de manière très nuancée en décrivant son opinion sur le sujet comme bivalente :

Il rappelle qu'il serait erroné d'idéaliser le passé. Lorsque le paysan de la III^e République allait voter, il n'avait pas une grande connaissance des questions politiques et cela posait un autre type de problème. D'un côté les médias ont un rôle extrêmement positif de diffusion de l'information. Même quand on ne s'intéresse pas à la politique, il y a un bruit de fond qui fait qu'on en sait toujours plus que dans les années 30. Le pluralisme de l'information est aussi positif.

L'aspect problématique c'est que les grands médias audiovisuels pèsent sur le présent et favorisent l'ultra-personnalisation de la politique. L'exemple de la formation du nouveau gouvernement (novembre 2010) en est représentatif. Les médias imposent aussi un rythme effréné à l'info. Le temps de la réflexion en est, lui, limité. De plus, la profusion de l'information fait qu'on ne la hiérarchise pas toujours. Des choses importantes passent inaperçues tandis que d'autres moins essentielles prennent le dessus. Il faut pouvoir prendre le temps de la réflexion et celui de faire le tri, surtout de ce qu'on trouve sur Internet. Car Internet est l'instrument de la politisation de demain.

Notes de Juliette Hanrot 27 novembre 2010